27-10-1989
Vandenmeulebroecke

ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice et des Classes moyennes et par le Secrétaire d'Etat à l'Emancipation sociale, le 26 octobre 1989, d'une demande d'avis sur un projet de loi "modifiant les articles 1408, 1409, 1410 et 1412 du Code judiciaire et y insérant un article 1409bis", a donné le 29 novembre 1989 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 26 oktober 1989 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Justitie en Middenstand en door de Staatssecretaris voor Maatschappelijke Emancipatie verzocht hun van advies te dienen over een ontwerp van wet "tot wijziging van de artikelen 1408, 1409, 1410 en 1412 van het Gerechtelijk Wetboek en tot invoeging van een artikel 1409bis in datzelfde wetboek", heeft op 29 november 1989 het volgend advies gegeven :

EXAMEN DU PROJET.

Article 1er.

L'article 1408, § 1er, en projet énumère les choses qui sont insaisissables et, parmi elles, au 2°, "les livres et autres objets nécessaires à la poursuite des études ou à la formation professionnelle, ainsi que les livres, machines et instruments indispensables à la profession du saisi".

L'article 1408, § 3, crée une procédure en vue de trancher les difficultés d'application du paragraphe 1er, 2°.

Il ne semble pas qu'il y ait de raisons péremptoires pour limiter l'application de cette procédure aux seules choses visées au paragraphe 1er, 2°. La procédure organisée par le paragraphe 3 devrait, dès lors, être étendue à l'ensemble des objets saisis visés au paragraphe 1er.

Le texte du paragraphe 3 utilise deux expressions dont on peut se demander si elles concernent la même hypothèse ou des hypothèses différentes. Il s'agit des mots "difficultés d'application", au premier et au troisième alinéas, tandis que l'alinéa 2 fait état de "contestation" qui pourrait être émise par le saisi.

Il convient de préciser dans le texte et dans l'exposé des motifs quelles sont les hypothèses visées par ces deux expressions.

Le paragraphe 3 organise une nouvelle procédure par rapport à celle prévue dans le Code judiciaire. Il s'agit d'une procédure qui permet au juge des saisies, aussitôt que le procès-verbal de saisie a été déposé au greffe, de statuer sur les difficultés d'application comme il est dit dans les alinéas 1er et 3 du paragraphe 3, mais aussi, semble-t-il, sur les contestations qui sont mentionnées dans l'alinéa 2.

D'autre part, les deux premiers alinéas du paragraphe 3 utilisent le mot "demande" auquel correspond, dans le texte néerlandais du premier alinéa, le mot "verzoek" et, dans le deuxième alinéa du même texte, le mot "vordering". La précision que donne l'alinéa 1er est que la demande émane du débiteur; dans l'alinéa 2, une telle précision n'est pas donnée, mais l'on peut raisonnablement supposer qu'il s'agit de la demande du débiteur puisque cette demande a pour effet, suivant les termes de l'alinéa 2, de suspendre la poursuite.

Il convient de relever, sous réserve des observations ci-dessous, que cette procédure coexiste avec celle prévue par le Code judiciaire, à savoir la citation par huissier devant le juge des référés ou devant le juge des saisies. Le créancier ou le débiteur, suivant le cas, aura donc la possibilité soit de recourir à la procédure de droit commun (citation par voie d'huissier), soit à la procédure prévue par l'alinéa 3 dans laquelle le juge des saisies est amené à se prononcer sur les contestations ou difficultés d'application à la suite du dépôt par l'huissier instrumentant du procès-verbal de saisie au greffe du tribunal de première instance.

Les auteurs du projet doivent s'expliquer sur les raisons pour lesquelles, en cas de contestation de saisie, le juge est saisi, non par voie de citation conformément au droit commun, mais par le seul fait du dépôt du procès-verbal au greffe.

Ils doivent également exprimer leur intention quant à la coexistence des deux procédures ou, s'ils ne souhaitent pas cette coexistence, s'expliquer sur les raisons d'un régime dérogatoire.

La formule utilisée dans l'alinéa 2 du paragraphe 3 "Dans tous les cas" est équivoque. Il est possible que les auteurs du projet visent, en utilisant ces mots, la procédure spéciale organisée par le paragraphe 3 de l'article 1er du projet ou la procédure organisée par le droit commun, ou les deux. Cette expression pourrait aussi viser d'autres hypothèses.

Dès lors, il convient de revoir l'alinéa 2 en projet afin de mieux préciser l'hypothèse envisagée.

Eu égard notamment aux explications fournies par les auteurs du projet dans l'exposé des motifs (page 5), il est proposé de remplacer les mots "les objets d'enfants", "les animaux domestiques des enfants" et "un outillage simple de jardin" par les mots " les objets affectés à l'usage des enfants", "les animaux de compagnie" et "les outils nécessaires à l'entretien du jardin".

Le 2°) du nouvel article 1408, § 1er, rend insaisissables "les livres et autres objets nécessaires à la poursuite des études ou à la formation professionnelle". Tel qu'il est rédigé, ce texte ne permet pas de dire si les livres et objets visés sont nécessaires aux études ou à la formation professionnelle du débiteur seul ou du débiteur et de ses enfants à sa charge. Si le Gouvernement entend rendre insaisissables les livres et instruments nécessaires aux études des enfants, il faut intercaler les mots "du saisi ou des enfants à charge qui habitent sous le même toit" entre les mots "formation professionnelle" et les mots "ainsi que ...".

Le texte néerlandais de l'article 1408, § 1er, 5°, en projet, devrait être rédigé comme il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

Le texte néerlandais de l'article 1408, § 2, en projet, devrait être rédigé comme il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

.../...

Article 2.

Les dispositions sous 2°, 3° et 4° de l'article 2 du projet modifient les alinéas 1er à 3 de l'article 1409 en remplaçant les montants qui y sont mentionnés par des montants plus élevés. La section de législation a donné, le 11 octobre 1989, un avis sur un projet d'arrêté royal "adaptant les montants qui peuvent être cédés ou saisis par application de l'article 1409 du Code judiciaire" et les montants fixés par cet arrêté sont exactement les mêmes que ceux que fixent les 2°, 3° et 4° de l'article 2 du présent projet de loi. Ces dispositions sont donc à omettre.

L'article 2 de la loi en projet établit un double système : liaison, qualifiée d'automatique par l'exposé des motifs, à l'indice des prix à la consommation; revision par arrêté royal, après avis du Conseil national du travail, compte tenu de la situation économique.

En réalité, l'adaptation des montants fixés au nouveau paragraphe 1er, sur la base de l'indice des prix est obligatoire, mais elle n'est pas automatique. Elle nécessite, en effet, deux opérations : d'abord un calcul selon la formule indiquée aux alinéas 1er et 2 du nouveau paragraphe 3, ensuite, la comparaison des montants ainsi obtenus au montant déterminé par l'article 2, § 1er, de la loi du 7 août 1974 instituant le droit à un minimum de moyens d'existence (alinéa 3 du nouveau paragraphe 3). Si ce dernier montant est plus élevé, il sera préféré à celui qui résulte du calcul effectué selon les règles des alinéas 1er et 2. Les nouveaux montants doivent être publiés au Moniteur belge et entrent en vigueur le 1er janvier de l'année suivante.

.../...

Les délégués du ministre sont d'accord pour que l'adaptation sur la base de l'indice des prix fasse l'objet d'un arrêté royal.

Le texte suivant est proposé pour l'article 2 :

"Art. 2. A l'article 1409 du même Code, modifié par la loi du 16 juin 1978, sont apportées les modifications suivantes :

1° les alinéas 1er, 2 et 3 forment le § 1er;

2° les alinéas 4 et 5 sont abrogés;

3° il est ajouté un § 2 et un § 3 rédigés comme suit :

"§ 2. Chaque année, le Roi adapte les montants fixés au paragraphe 1er compte tenu de l'indice des prix à la consommation du mois de novembre ... (la suite comme au projet)".

Dans le texte néerlandais de l'alinéa 3 de l'article 1409 en projet, il faudrait écrire : "het hogere honderdtal" au lieu de "het hoger honderdtal".

"§ 3. Le Roi peut, en outre, adapter les montants prévus au paragraphe 1er, après avis du Conseil national du travail, en tenant compte de la situation économique.

L'arrêté entre en vigueur le 1er janvier de l'année suivant sa publication au Moniteur belge".

.../...

Article 3.

L'article 3 serait mieux rédigé comme suit :

"Art. 3. Un article 1409bis rédigé comme suit est inséré dans le même code :

"Art. 1409bis. Le débiteur qui ne dispose pas des revenus visés à l'article 1409 peut conserver pour lui et sa famille les revenus nécessaires qui sont fixés par le juge ... (la suite comme au projet)"".

Article 4.

Le début de l'article 4 serait mieux rédigé comme suit :

"Art. 4. A l'article 1410 du même code modifié par les lois du 1er avril 1969, du 27 juin 1969, du 12 mai 1971, du 7 août 1974, du 9 juillet 1975 et du 31 juillet 1984, sont apportées les modifications suivantes :

"1° le paragraphe 1er est complété comme suit : "8°) à l'indemnité accordée ... (la suite comme au projet)"".

Article 5.

Le liminaire de l'article 5 serait mieux rédigé comme suit :

"Art. 5. A l'article 1412 du même code, modifié par la loi du 31 mars 1987, les modifications suivantes sont apportées : ... (la suite comme au projet)".

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP.

Artikel 1.

Het ontworpen artikel 1408, § 1, somt de zaken op waarop geen beslag mag worden gelegd. Daaronder bevinden zich, in de bepaling onder 2°, "de boeken en andere voorwerpen die noodzakelijk zijn voor de studie of de beroepsopleiding, alsook de boeken, werktuigen en gereedschappen die de beslagene volstrekt nodig heeft voor zijn beroep".

Artikel 1408, § 3, stelt een procedure in om de moeilijkheden te beslechten bij de toepassing van paragraaf 1, 2°.

Het laat zich niet aanzien dat er afdoende redenen voorhanden zijn om de toepassing van die procedure te beperken tot de in paragraaf 1, 2°, bedoelde zaken alleen. De door paragraaf 3 ingestelde rechtspleging zou derhalve moeten worden uitgebreid tot het geheel van de in beslag genomen voorwerpen, bedoeld in paragraaf 1.

In de tekst van paragraaf 3 wordt gewerkt met twee uitdrukkingen waarvan het de vraag is of ze betrekking hebben op hetzelfde geval dan wel op verschillende gevallen. Het gaat om de woorden "moeilijkheden bij de toepassing" in het eerste en het derde lid, terwijl in het tweede lid sprake is van "betwisting", die zou kunnen uitgaan van de beslagene.

In de tekst en in de memorie van toelichting behoort nader te worden bepaald welke gevallen met die twee uitdrukkingen worden bedoeld.

.../...

Paragraaf 3 stelt een procedure in die nieuw is ten opzichte van die welke bepaald is in het Gerechtelijk Wetboek. Het gaat om een procedure die de beslagrechter in staat stelt om, zodra het procesverbaal van beslaglegging ter griffie is neergelegd, uitspraak te doen over de moeilijkheden bij de toepassing, zoals is gesteld in het eerste en derde lid van paragraaf 3, maar blijkbaar ook over de betwistingen, vermeld in het tweede lid.

Daarenboven wordt in de eerste twee leden van paragraaf 3 gewerkt met het Franse woord "demande", dat in het Nederlands wordt weergegeven door "verzoek" (in het eerste lid) en door "vordering" (in het tweede lid). De precisering die het eerste lid geeft is dat het verzoek uitgaat van de schuldenaar; in het tweede lid wordt een zodanige precisering niet gegeven, maar men mag redelijkerwijze er van uitgaan dat het om het verzoek van de schuldenaar gaat, aangezien dat verzoek, naar luid van het tweede lid, tot gevolg heeft dat de vervolging wordt geschorst.

Onder voorbehoud van de hierna vermelde opmerkingen, behoort erop gewezen te worden dat die procedure coëxisteert met die welke is bepaald in het Gerechtelijk Wetboek, namelijk de dagvaarding bij gerechtsdeurwaarder voor de rechter in kort geding of voor de beslagrechter. De schuldeiser of de schuldenaar, naargelang van het geval, zal dus de mogelijkheid hebben om zich te bedienen, hetzij van de procedure van gemeen recht (dagvaarding door gerechtsdeurwaarder), hetzij van de in het derde lid bepaalde procedure, waarin de beslagrechter zich genoodzaakt ziet uitspraak te doen over de betwistingen of toepassingsmoeilijkheden naar aanleiding van de neerlegging door de instrumenterende gerechtsdeurwaarder van het proces-verbaal van beslaglegging ter griffie van de rechtbank van eerste aanleg.

De stellers van het ontwerp moeten uitleg verschaffen over de redenen waarom in geval van betwisting over het beslag, de zaak niet bij dagvaarding overeenkomstig het gemene recht voor de rechter komt, maar door het blote feit van de neerlegging van het proces-verbaal ter griffie.

Zij moeten eveneens hun bedoeling te kennen geven over het naast elkaar bestaan van de twee procedures of, indien ze die coëxistentie niet wensen, een nadere verklaring geven over het waarom van een afwijkende regeling.

De term "In alle gevallen", die gebruikt wordt in het tweede lid van paragraaf 3, is onduidelijk. Het zou kunnen dat de stellers van het ontwerp, wanneer ze met die woorden werken, doelen op de bijzondere rechtspleging ingesteld door paragraaf 3 van artikel 1 van het ontwerp of op de rechtspleging van gemeen recht, of op beide. Die uitdrukking zou ook nog op andere gevallen kunnen slaan.

Het ontworpen tweede lid dient derhalve te worden herzien om het geval waaraan is gedacht, beter te preciseren.

Inzonderheid gelet op de uitleg die de stellers van het ontwerp hebben verschaft in de memorie van toelichting (bladzijde 5), wordt voorgesteld de woorden "de voorwerpen van de kinderen", "de huisdieren van de kinderen" en "eenvoudig tuingerief" te vervangen door de woorden "de voorwerpen die bestemd zijn om door kinderen te worden gebruikt", "de gezelschapsdieren" en "het gereedschap dat nodig is voor het onderhoud van de tuin".

.../...

Luidens de bepaling onder 2° van het nieuwe artikel 1408, § 1, mag geen beslag gelegd worden "op de boeken en andere voorwerpen die noodzakelijk zijn voor de studie of de beroepsopleiding". Aan de hand van de gegeven tekst kan niet worden uitgemaakt of de bedoelde boeken en voorwerpen noodzakelijk zijn voor de studie of de beroepsopleiding van de schuldenaar alleen dan wel van de schuldenaar en zijn kinderen ten laste.

Wenst de Regering de boeken en het gereedschap die nodig zijn voor de studie van de kinderen niet voor beslag vatbaar te maken, dan moeten tussen de woorden "de beroepsopleiding" en de woorden "alsook de ..." de woorden "van de beslagene of van de kinderen ten laste die onder hetzelfde dak wonen" ingevoegd worden.

In het ontworpen artikel 1408, § 1, 5°, schrijve men : "dieren van de hoenderhof" in plaats van "hoenders".

In het ontworpen artikel 1408, § 2, schrijve men : "dan daar waar" in plaats van "dan waar".

Artikel 2.

De bepalingen onder 2°, 3° en 4° van artikel 2 van het ontwerp wijzigen het eerste tot het derde lid van artikel 1409 door de aldaar vermelde bedragen te vervangen door hogere bedragen. De afdeling wetgeving heeft op 11 oktober 1989 een advies gegeven over een ontwerp van koninklijk besluit "houdende aanpassing van de bedragen die overeenkomstig artikel 1409 van het Gerechtelijk Wetboek kunnen overgedragen of in beslag genomen worden" en de in dat besluit

vastgestelde bedragen zijn precies dezelfde als die welke worden vastgesteld door de bepalingen onder 2°, 3° en 4° van artikel 2 van het onderhavige ontwerp van wet. Die bepalingen moeten dus vervallen.

Artikel 2 van de ontworpen wet stelt een tweevoudige regeling in : koppeling aan het indexcijfer van de consumptieprijzen, welke koppeling in de memorie van toelichting als automatisch wordt bestempeld; herziening bij koninklijk besluit na advies van de Nationale Arbeidsraad, rekening houdend met de economische toestand.

In feite is de aanpassing van de in de nieuwe paragraaf 1 bepaalde bedragen op basis van het indexcijfer verplicht, maar geschiedt zij niet automatisch. Ze impliceert immers twee verrichtingen : eerst een berekening volgens de formule vermeld in het eerste en het tweede lid van de nieuwe paragraaf 3, vervolgens het vergelijken van de aldus verkregen bedragen met het bedrag bepaald in artikel 2, § 1, van de wet van 7 augustus 1974 tot instelling van het recht op een bestaansminimum (derde lid van de nieuwe paragraaf 3). Is dat laatste bedrag hoger, dan zal daaraan de voorkeur gegeven worden boven het bedrag dat ontstaat uit de berekening verricht volgens de regels van het eerste en het tweede lid. De nieuwe bedragen moeten bekendgemaakt worden in het Belgisch Staatsblad en treden in werking op 1 januari van het volgende jaar.

De gemachtigden van de Minister zijn het ermee eens dat de aanpassing op basis van het indexcijfer zou geschieden bij wege van een koninklijk besluit.

.../...

De volgende tekst wordt voorgesteld voor artikel 2 :

"Art. 2. In artikel 1409 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 16 juni 1978, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste, het tweede en het derde lid vormen § 1;

2° het vierde en het vijfde lid worden opgeheven;

3° een § 2 en een § 3 worden toegevoegd, luidende als volgt :

"§ 2. Elk jaar past de Koning de in paragraaf 1 bepaalde bedragen aan, rekening houdend met het indescijfer van de consumptieprijzen van de maand november ... (voorts zoals in het ontwerp)".

Men schrijve evenwel in de laatste zin van het derde lid van het ontworpen artikel 1409 "het hogere honderdtal" in plaats van "het hoger honderdtal".

"§ 3. De Koning kan bovendien de in paragraaf 1 bepaalde bedragen na advies van de Nationale Arbeidsraad aanpassen, rekening houdend met de economische toestand.

Het besluit treedt in werking op 1 januari van het jaar na dat waarin het is bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad".

.../...

Artikel 3.

Artikel 3 zou beter als volgt worden geredigeerd :

"Art. 3. In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 1409bis ingevoegd, luidende :

"Art. 1409bis. De schuldenaar die niet beschikt over de in artikel 1409 bedoelde inkomsten, kan voor hemzelf en voor zijn gezin de noodzakelijke inkomsten behouden die door de beslagrechter worden vastgesteld, doch mag daarbij nooit het niet voor beslag vatbare bedrag overschrijden, dat berekend wordt volgens artikel 1409"".

Artikel 4.

Het begin van artikel 4 zou beter als volgt worden geredigeerd :

"Art. 4. In artikel 1410 van hetzelfde wetboek, gewijzigd bij de wetten van 1 april 1969, 27 juni 1969, 12 mei 1971, 7 augustus 1974, 9 juli 1975 en 31 juli 1984, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

"1° paragraaf 1 wordt aangevuld als volgt : "8° de uitkering toegekend ... (voorts zoals in het ontwerp)"".

.../...

Artikel 5.

De inleidende volzin van artikel 5 zou beter als volgt worden geredigeerd :

"Art. 5. In artikel 1412 van hetzelfde wetboek, gewijzigd bij de wet van 31 maart 1987, worden de volgende wijzigingen aangebracht : ... (voorts zoals in het ontwerp)".

La chambre était composée de

Messieurs : J.-J. STRYCKMANS, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

C.-L. CLOSSET, conseillers d'Etat,
J.-C. GEUS, staatsraden,

F. DELPEREE, assesseurs de la section de législation,

P. GOTHOT, assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame : J. GIELISSEN, greffier assumé,
Mevrouw : toegevoegd griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. STRYCKMANS.
Le rapport a été présenté par M. A. MERCENIER, premier auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J.-J. STRYCKMANS.
Het verslag werd uitgebracht door de H. A. MERCENIER, eerste auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. GIELISSEN. J.-J. STRYCKMANS.